

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19988 - 77ÈME ANNÉE

Message du PCR aux Réunionnais suite à la COP26

« Changeons la politique, pas le climat »



Alors que se termine la COP26, le Parti communiste réunionnais décide d'informer l'opinion réunionnaise et en particulier ses décideurs sur le principal enjeu de ces négociations. L'équation est simple : sans changement de politique pour aller vers une nouvelle civilisation, tout risque de s'effondrer. La Réunion a de nombreux atouts pour être un pionnier de cette nouvelle civilisation qui suppose de remettre en cause les modes de production et de consommation découlant du capitalisme, système économique responsable du changement climatique. Il est possible de ne pas changer le climat, à condition de changer de politique.

Réunionnaises, Réunionnais

La COP26 à Glasgow montre la difficulté de véritablement prendre en compte la question du changement climatique. Les engagements nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont insuffisants de la part des pays riches, principaux responsables de la crise climatique. Ils montrent que les pays pauvres sont en tête de la bataille dans ce domaine. La COP26 met en évidence le retard pris par les pays riches dans leur contribution au fond mondial de solidarité pour que les pays qu'ils ont pillés lors de la colonisation puissent avoir malgré tout les moyens de faire face au changement climatique.

Pour espérer atténuer la crise à venir, il est nécessaire de limiter la hausse moyenne de la température à la surface de la planète de 1,5 degré depuis la date de référence qui est le milieu du 19^e siècle. C'est ce que prévoit l'Accord de Paris sur le climat signé en 2015 et entré depuis en application. Cette hausse atteint déjà 1 degré, et selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la somme des engagements dessine une trajectoire amenant à une hausse de 2,7 degrés, c'est près du double et fait craindre des conséquences dramatiques pour des milliards de personnes.

Plus de la moitié de l'histoire de La Réunion s'est passée sous le régime de l'esclavage. L'abolition du statut colonial date de 1946 et s'il n'est pas un état indépendant, notre pays souffre de nombreux maux communs aux anciennes colonies, comme le chômage, la pauvreté, le contrôle de son économie par des groupes extérieurs, la dévalorisation de sa culture et la méconnaissance de son histoire à cause du poids de la propagande sociologique occidentale... et la vulnérabilité au changement climatique.

La catastrophe déjà là

Tout près de La Réunion, plus d'un million de personnes à Madagascar sont menacées de famine à cause d'une sécheresse due au changement climatique, souligne l'ONU. Cette catastrophe immédiate conduit des milliers de personnes à quitter leurs terres. Notre région a ses premiers migrants climatiques.

Sans changement radical et très rapide de politique en Europe et en Amérique du Nord, la limite d'augmentation de température de 1,5 degré ne sera pas tenue. Cela rendra des régions entières inhabitables à cause de la sécheresse, des pays seront engloutis par la montée du niveau de la mer, et des centaines de millions d'habitants sur le littoral devront émigrer.

Changement climatique révélateur des inégalités

Ceci ne manquera pas de provoquer de graves catastrophes à brève échéance. Selon une étude de l'INSEE parue cette semaine, les précipitations augmenteront à La Réunion de 20 % pendant l'été, mais diminueront de 30 % durant l'hiver. Ceci risque d'aggraver les problèmes de pénurie d'eau déjà observés pendant l'étiage, remettra en cause l'accès de toute la population à l'eau potable toute l'année et fragilisera notre agriculture.

Le niveau de la mer va continuer à monter, alors que la probabilité qu'un cyclone tropical très intense frappe La Réunion va augmenter. Ceci doit amener les pouvoirs publics à La Réunion à prendre leurs responsabilités pour protéger la population. Les événements climatiques extrêmes frappent en

premier lieu les plus pauvres. C'est ce que rappelle la mort récente dans le Sud de notre pays d'un travailleur privé d'emploi qui n'avait que comme seul abri un bidonville au bord d'une ravine, et qui a été emporté par la crue de la rivière. De nombreux Réunionnais sont contraints de vivre dans des conditions aussi précaires. Il incombera donc aux responsables politiques réunionnais d'intensifier leurs efforts pour que le droit à un logement décent soit respecté pour tous les Réunionnais, c'est une question de vie ou de mort pour les plus vulnérables d'entre nous. Nous ne doutons pas de cette prise de conscience.

Priorité à la protection de la population

Par ailleurs, compte tenu de l'accélération de la montée du niveau de la mer et de la hausse de la fréquence des cyclones tropicaux très intenses, les habitants du littoral doivent être eux aussi protégés. Cela suppose d'importants investissements pour anticiper la hausse du niveau de la mer, voire délocaliser vers l'intérieur les logements et infrastructures qui sont les plus menacés.

Cela signifie également une réflexion approfondie sur l'avenir du chantier dit de la nouvelle route du littoral, réputée déjà « route la plus chère du monde » alors qu'elle est encore loin d'être terminée.

Le chantier de cette route en mer se fait sur la base de prévisions de hausse du niveau de la mer vieilles de plus de 10 ans et qui ont depuis été largement réévaluées. La révélation de la fragilité de parties de l'ouvrage déjà construites face à la houle de l'océan interroge sur la fiabilité d'un tel ouvrage au cours des prochaines années. Cela vaut-il encore la peine de dépenser des centaines de millions d'euros dans une route qui sera détruite par la mer à plus ou moins brève échéance ? Ne faut-il pas mieux consacrer cette somme à la protection de la population en remplaçant les radiers qui traversent les rivières par des ponts, ou en éloignant les flux de transport du littoral par la construction de routes à moyenne altitude ?

Nous souhaitons que cette réflexion débouche sur des choix allant dans le sens de l'intérêt général, et qui permettront aux Réunionnais de ne plus être considérés par certains uniquement comme des enfants gâtés capricieux nourris et utilisés par une ancienne puissance coloniale.

Un changement de politique est urgent

L'urgence est également de réduire les émissions de gaz à effet de serre qui ont augmenté de 20 % entre 2004 et 2017, soit plus rapidement que la population.

La consommation d'énergies est en hausse de 60 % entre 2000 et 2019. Depuis 10 ans la part des énergies renouvelables dans la consommation ne cesse de baisser, elle est inférieure à 13 % à La Réunion. Alors que des énergies renouvelables sont disponibles en abondance à La Réunion, les sociétés extérieures qui dominent la production d'électricité dans notre pays veulent renforcer les importations d'énergie primaire. Leur transport ne pourra que contribuer à amplifier les émissions de gaz à effet de serre et donc à aggraver les effets du changement climatique que devront gérer les générations futures. Un changement de politique est urgent. L'évolution technologique rend possible à brève échéance une autonomie énergétique totale de La Réunion, uniquement à partir des énergies renouvelables disponibles à La Réunion. Cela suppose de privilégier des moyens de transport pouvant fonctionner sans les énergies fossiles comme le train, de relancer la recherche sur l'énergie thermique marine et la géothermie pour remplacer le charbon et de favoriser la diffusion de l'énergie solaire qui permet à chacun d'être producteur de sa propre électricité, et de tirer un revenu du surplus par sa revente auprès des distributeurs d'électricité.

La Réunion ne pourra pas faire moins que ses voisins

Les scientifiques rappellent que la marge de manœuvre ne cesse de se réduire chaque année. La responsabilité des décideurs actuels est donc écrasante. Ceux des pays en voie de développement l'ont bien compris et ils montrent l'exemple aux anciennes puissances coloniales. La Réunion en tant qu'ancienne colonie ne peut pas faire moins. Car ce qui ne sera pas fait aujourd'hui ne pourra pas l'être par la prochaine génération, rendant tout redressement bien hypothétique. Si les plus riches auront toujours les moyens de se payer un droit de vivre dans des ghettos ultra-sécurisés protégés des effets du changement climatique, ce ne sera pas le cas de l'écrasante majorité de l'humanité. Cela est vrai aussi pour La Réunion. Alors, pour que la classe dirigeante actuelle ne soit pas rendue responsable de la pire catastrophe subie par l'humanité, il lui incombe de remettre totalement en cause les modes de production et de consommation à l'origine du

changement climatique. Cela passe notamment par le développement de la proximité, et donc de l'établissement d'importants liens de solidarité entre Réunionnais, mais aussi entre La Réunion et ses voisins.

Des dirigeants à la hauteur de leur responsabilité historique

Malgré l'esclavage et la colonisation, les Réunionnais ont su construire une société considérée dans le monde comme exemplaire en termes de « vivre ensemble ». L'apport de notre île à la cause mondiale du climat avait été reconnue par le président du GIEC à la COP15 de Copenhague en 2009. C'est en effet un Réunionnais, Paul Vergès, qui a été à l'origine de la loi qui fit en 2001 de la lutte contre le réchauffement climatique une priorité nationale de la République française, et qui créa et présida l'Observatoire national sur les effets du changement climatique, interface indispensable entre la connaissance scientifique et les décideurs politiques. Nos dirigeants sauront se placer à la hauteur de leur responsabilité historique en relançant le plan pour l'autonomie énergétique de La Réunion, et, s'appuyant sur le statut de La Réunion ouvrant droit à plusieurs milliards d'euros par an de crédits de l'État et de l'Europe, en donnant à nos voisins des moyens humains et financiers supplémentaires pour lutter contre le changement climatique et développer les énergies renouvelables.

Tel est le contenu du message que le PCR souhaite transmettre à l'opinion réunionnaise.

Le Port, le 12 novembre 2021
Le Secrétariat du Parti communiste
réunionnais

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
 77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
 Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
 2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
 2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
 B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

COP 26 : 19 États s'engagent contre les énergies fossiles malgré les lobbys

Ils ne sont que de petits cailloux perdus dans les mers, n'ont aucun poids démographique, géopolitique ou économique. Leur alliance, l'AOSIS, est devenu un acteur incontournable des COP. Malgré cela, la situation des petits États insulaires face au réchauffement global reste critique. Lassés par le manque d'ambition des pays développés, certains veulent passer à l'action.

Gladys Habu, 26 ans « comme le nombre de COP », est pharmacienne de profession et vit aux îles Salomon. Cet archipel indépendant de l'océan Pacifique, peuplé d'environ 700 000 personnes, s'étend sur l'équivalent de la superficie de la Suisse, à l'est de la Papouasie Nouvelle-Guinée. Ses grands-parents vivaient sur l'un de ses îlots, nommé Kale. « On s'y rendait chaque année, quand j'étais petite. Un jour, j'ai réalisé que la taille de l'île avait drastiquement diminué », confie-t-elle après son discours au Forum des îles du Pacifique, dans le cadre de la COP26 à Glasgow. En 2009, elle prend une photo de ce petit paradis. Cinq ans plus tard, seul un vieux tronc émerge encore. En 2021, il ne reste plus rien. « J'ai compris que c'était quelque chose qui n'arrivait qu'à ma province, mais que cela touchait toutes les nations insulaires du Pacifique », reprend Gladys Habu, qui représente son pays comme Miss 2020. En effet, comme Kale, quatre autres îles de l'archipel ont été complètement avalées par les eaux : Rapita, Kakatina, Zollies et Rehana. Six autres ont perdu 20 % de leur surface entre 1947 et 2014. Des faits rigoureusement étudiés, notamment par des experts australiens.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) projette une augmentation du niveau des océans de 40 à 130 cm avant 2100. Plusieurs opérations de délocalisation de populations ont été menées ces dernières années, comme aux îles Kiribati.

La travailleuse n'est pas la seule à porter la voix des pays du Sud, et notamment des États insulaires particulièrement sensibles au réchauffement climatique. Le ministre des Affaires étrangères de l'archipel des Tuvalu avait par exemple marqué les esprits en filmant son discours les pieds dans l'eau de l'océan Pacifique. Car les eaux, irrémédiablement, montent. « Si nous n'avions pas mis en place une protection côtière, toutes ces terres, jusqu'aux bâtiments derrière, seraient en train d'être reconquises », expliquait la ministre lors d'un discours donné pour la visite, début octobre, d'António Guterres. Le thème de la venue du secrétaire général

des Nations unies : « De l'inégalité et de la vulnérabilité à la prospérité pour tous. » Outre l'érosion côtière, l'île est soumise à une série de catastrophes naturelles, qui augmentent avec la crise climatique. En juillet dernier, les puissantes rafales de l'ouragan Elsa ont provoqué coupures d'eau et d'électricité et endommagé des centaines de maisons. Quant à l'acidification des océans, elle met en péril les activités de pêche et donc l'économie de la nation.

Pourtant, les petits États insulaires en développement (PEID), soit une cinquantaine de nations hébergeant plus de 62 millions d'habitants, sont responsables de moins de 1 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Mia Mattley, Première ministre de la Barbade, a donc appelé les chefs d'État à se mettre enfin au travail et à honorer leurs engagements. « Les engagements de certains se fondent sur des technologies qui n'existent pas encore. C'est au mieux inconséquent de leur part, au pire dangereux », a-t-elle dénoncé. Selon elle, le calcul est clair : les dirigeants devront permettre que 500 milliards de dollars (430 milliards d'euros) soient investis dans la transition énergétique dans les vingt ans à venir. Pour ceux qui rechignerait, Mia Mottley a rappelé que les banques centrales des pays riches avaient créé près de 25 000 milliards de dollars (21 500 milliards d'euros) au cours des treize dernières années, dont 9 000 milliards (7 700 milliards d'euros) au cours des dix-huit derniers mois pour la pandémie. Elle a d'ailleurs rappelé qu'en 2009, les pays riches avaient promis 100 milliards de dollars (86 milliards d'euros) pour aider les pays les plus pauvres à faire face au dérèglement climatique. Une promesse – reprise dans l'Accord de Paris – restée lettre morte. « L'incapacité à fournir ces financements cruciaux ainsi que ceux concernant les "pertes et préjudices" se mesure en vies perdues dans nos communautés. C'est immoral et injuste », a-t-elle tonné.

« Pour survivre, nous avons besoin de limiter le réchauffement à +1,5 °C. 2 °C serait une condamnation à mort pour les populations d'Antigua-et-Barbuda, des Maldives, des Fidji, du Kenya ou du Mozambique, des Samoa et de la Barbade. » Mia Mottley

Nou artrouv'

David Gauvin

Déclaration conjointe de Glasgow entre les États-Unis et la Chine sur le renforcement de la lutte contre le changement climatique dans les années 2020

COP 26 : Accord historique entre la Chine et les États-Unis pour une lutte commune contre le changement climatique

La COP26 a été marquée mercredi 10 novembre par un accord historique entre la Chine et les États-Unis, les deux plus importants émetteurs de gaz à effet de serre. Les deux pays s'engagent à travailler ensemble « pour renforcer la mise en œuvre de l'Accord de Paris » et donc limiter la hausse de la température moyenne à 1,5 degré de plus qu'à l'époque pré-industrielle. Voici des extraits du contenu de la « Déclaration conjointe de Glasgow entre les États-Unis et la Chine sur le renforcement de la lutte contre le changement climatique dans les années 2020 »

« Les États-Unis et la Chine rappellent leur déclaration conjointe sur la crise climatique du 17 avril 2021. Ils se sont engagés à sa mise en œuvre effective et apprécient le travail intensif qui a eu lieu à ce jour et la valeur d'une discussion continue.

Les États-Unis et la Chine, alarmés par des rapports dont la contribution du Groupe de travail I au sixième rapport d'évaluation du GIEC publié le 9 août 2021, reconnaissent en outre la gravité et l'urgence de la crise climatique. Ils se sont engagés à y faire face par leurs actions accélérées respectives dans la décennie critique des années 2020, ainsi que par la coopération dans les processus multilatéraux, y compris le processus de la CCNUCC, pour éviter les impacts catastrophiques.

Les États-Unis et la Chine rappellent leur ferme engagement à travailler ensemble et avec d'autres Parties pour renforcer la

mise en œuvre de l'Accord de Paris. Les deux parties rappellent également l'objectif de l'accord conformément à l'article 2 de maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en deçà de 2 degrés C et de poursuivre les efforts pour la limiter à 1,5 degré C. À cet égard, elles s'engagent à poursuivre ces efforts, y compris en prenant des mesures climatiques renforcées qui élèvent l'ambition dans les années 2020 dans le contexte de l'Accord de Paris, dans le but de maintenir la limite de température ci-dessus à portée de main et de coopérer pour identifier et relever les défis et opportunités connexes.

À l'avenir, les États-Unis et la Chine saluent les efforts importants déployés dans le monde pour faire face à la crise climatique. Ils reconnaissent néanmoins qu'il reste un écart important entre ces efforts, y compris leur effet global, et ceux qui doivent être déployés pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Les deux parties soulignent l'importance vitale de combler cet écart le plus rapidement possible, notamment par des efforts accrus. Ils déclarent leur intention de travailler individuellement, conjointement et avec d'autres pays au cours de cette décennie décisive, en fonction des différentes circonstances nationales, pour renforcer et accélérer l'action climatique et la coopération visant à combler l'écart, notamment en accélérant la transition verte et sobre en carbone et innovation technologique climatique.

Les deux parties ont l'intention de saisir ce moment critique pour

s'engager dans des efforts individuels et combinés accrus pour accélérer la transition vers une économie mondiale nette d'émission de CO2.

Les deux parties rappellent leur intention de continuer à discuter, à la fois sur la feuille de route de la COP 26 et au-delà, des actions concrètes dans les années 2020 pour réduire les émissions visant à maintenir la limite de température fixée par l'Accord de Paris à portée de main. Avec cet objectif clair, et anticipant que des formes particulières de coopération auront pour effet d'accélérer considérablement les réductions et les limitations des émissions, y compris sous la forme d'objectifs, de cibles, de politiques et de mesures spécifiques, les deux parties ont l'intention de s'engager dans les actions et les activités décrites ci-dessous.

Les deux parties ont l'intention de coopérer sur :

cadres réglementaires et normes environnementales liés à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les années 2020 ; maximiser les bénéfices sociétaux de la transition énergétique propre ; des politiques visant à encourager la décarbonisation et l'électrification des secteurs d'utilisation finale ; les domaines clés liés à l'économie circulaire, tels que la conception verte et l'utilisation des ressources renouvelables ; et le déploiement et l'application de technologies telles que le CCUS et la capture directe de l'air. (...) »

Oté

La mizère : la p'assé, mète ankor !

Mézami an dalonaze zot la antande konm mwinn bande zévènman l'ariv Sin-Bénoi é sirman konm mwinn zot la du poze azot késtyon. Sirman zot la d'mande an zot mèm koman i fo fé pou viv an pé dann oute kartyé avèk bande zévènman kon msa. Sanm pou mwinn lé possib zot la majine in kékshoz konmsa lé pa fassil pou vréman.

« Prévnir sé guérir ! »

Zot i koné sirman kozman-la, pars dann in bonpé sityassion lé shoze i tourn pa ron pou vréman ar fote in prévnans korèk bande zotorité. Mé kan mi parl bande zotorité an promyé mi oi l'éta, pars sé li lo promyé résponsab dann sète afèr – li épi bande fors réaksyonèr. Li épi bande profitère, pliss lo sistème kliyantélist. Li épi linzistis. Li épi linégalité, épi azoute ankor avèk sa lo manke solidarité.

Mézami an dalonaz, mi koné par kère sak in pé lé paré pou dire. Zot i pé di par égzanp, bande famiye i gingn larzan san travayé, la plipar néna in toi dsi la tèt. Lékol lé gratuite é bonpé rante bande marmaye pi bande jenn i travaye pa an konsékanss. In foi in pé la fine di sa, zot i tire tout suite toute in panopli la répréssyon, zote i promète la prizon, é final de konte zot i domande tynbo dsi larzan zanfan.

Mi konpran tré bien d'moune i pé z'ète dézolé oir zot kartyé ravazé. Mi konpran bien in mèt kan li konstate larzan invèsti final de konte sé a pèrte. Mi konpran galman bande zélu kan zot i konstate avèk dépitassyon ké léfor fé la pa ansèrv konm i fo, la pa donn lo rézilta zot téi atande.

Mé mi panss pa i fo domande la répréssion, épi i fo domande rotien larzan bann famiye dann lo bézoin. Okilé lo plan d'lite konte la mizère ? Okilé in lédikassyon in pépliss adapté avèk bande zanfan ? Okilé sinplomman la politik dévlopman ? Okilé lédikassyon popilèr ? Pars sak i fé zordi é dopi in bonpé l'tan i vo pa pliss k'in kotère dsi in zanb do boi. La mizère ? La p'assé, mète ankor.

Justin